



### Informations du Guatemala

2ème Année / n° 73

du 18 au 24 mai 1984

#### POLITIQUE

- Le conflit de l'Amérique Centrale obéit à des causes internes: De la Madrid
- A la recherche de l'Alliance Guatemala-Washington.
- Un sénateur nord américain dénonce le génocide au Guatemala.
- Elections et Aide Militaire.
- Les Hommes Politiques subissent de plus en plus de menaces
- Le Gouvernement admet les outrages à l'égard des Hommes Politiques.
- Les ingérences du régime portent atteinte au Processus Electoral
- Plus de 2,5 millions de personnes recensées sur les registres electoraux.
- Recensement et Terreur
- "Une démocratie impossible", affirme le Recteur de l'Université.

#### ECONOMIE

- La détérioration économique s'accélère :CEES

#### SITUATION SOCIALE

- Des blessés et des arrestations au cours d'une expulsion opérée par la police
- Une pénurie de logements alarmante
- La CDHG plaide en faveur des personnes jugées par les Tribunaux d'Exception
- On exigera l'apparition des personnes séquestrées
- La violence officielle subsiste
- Trois universitaires séquestrés

#### REFUGIES

- Le Guatemala aurait la prétension d'internationaliser sa politique en matière de génocide.
- La version officielle est sans fondement:WOLA
- Nous sommes ici pour sauver nos vies.

## POLITIQUE

### LE CONFLIT DE L'AMERIQUE CENTRALE OBEIT A DES CAUSES INTERNES: DE LA MADRID

Le 16 mai, le président du Mexique, Miguel de la MADRID a affirmé devant une session du Congrès des Etats Unis: "Le conflit de l'Amérique Centrale obéit aux carences économiques, au retard politique et à l'injustice sociale dont sont victimes les pays de la région".

Il a ajouté: "C'est pourquoi nous ne pouvons pas accepter de l'inscrire dans une confrontation est-ouest et encore moins admettre que les réformes et les changements soient perçus comme une menace à l'égard de la sécurité des autres nations de l'hémisphère".

Le Président du Mexique a condamné les politiques militariste et d'ingérence "qui peuvent dans la région conduire à une confrontation globale."

### A LA RECHERCHE DE L'ALLIANCE GUATEMALA-WASHINGTON

Le 19 mars l'agence EFE se référant à des sources diplomatiques de Washington communique que l'administration REAGAN essayera encore de consolider ses alliances avec le régime militaire guatémaltèque. A l'occasion de la visite du chancelier Fernando ANDRADE aux Etats Unis, selon l'agence EFE, le Département d'Etat accentue ses efforts dans ce sens.

L'agence EFE met en relation la visite de Fernando ANDRADE avec les efforts propagandistes du régime du général MEJIA VICTORES pour améliorer son image internationale et l'utiliser à l'occasion des prochaines élections.

L'administration REAGAN n'a pas pu vaincre l'opposition du Congrès nord américain qui refusait d'apporter une assistance militaire au régime de MEJIA. Entre Septembre 1983 et Mars 1984, le Guatemala a été trois fois censuré par les Nations Unies à cause des innombrables violations aux Droits de l'Homme perpétrées par l'armée et la police.

### UN SENATEUR NORD AMERICAIN DENONCE LE GENOCIDE DU GUATEMALA

Le 16 mai, le sénateur William D. PROXMIRE a suggéré au Sénat d'invoquer le traité de génocide dans le cas du Guatemala: "La dictature guatémaltèque répri-

me les indigènes qui sont traités comme des citoyens de deuxième classe" a-t-il déclaré.

PROXMIRE, démocrate de l'Etat de Winsconsin a dit que ce traité "garantie le droit de quelque groupe que ce soit, religieux, racial ou ethnique, de vivre libre du "spectre de l'élimination" et il a signalé qu'au Guatemala les Mayas indigènes, qui sont les deux tiers de la population du pays sont les héritiers d'"une des cultures les plus anciennes de la terre" et qu'aujourd'hui ils se trouvent soumis à des "massacres, des tortures et toute sorte de discriminations"

Le sénateur a ajouté: " Ces dernières années des centaines de communautés ont été détruites par la politique de la terre brûlée (tierra arrasada). Les militaires ont enfermé un nombre important d'indigènes dans les camps de concentration. Les perquisitions dans les foyers ont toujours abouti à l'enlèvement d'un des membres de la famille."

#### ELECTIONS ET AIDE MILITAIRE.

Le 22 mai, le chancelier Fernando ANDRADE DIAZ DURAN a dit à Washington que la reprise de l'assistance militaire nord américaine au régime guatémaltèque serait très bien accueillie

Le ministre a admis qu'"il y avait eu des violations des Droits de l'Homme" mais il a assuré "que dans ce domaine la situation s'était améliorée". Il a aussi signalé que les élections législatives sont "un premier pas pour que le pays retourne à la vie démocratique".

Lawrence BIRNS, directeur du Conseil des Affaires de l'Hémisphère a, ce même jour affirmé : "il n'y a aucun indice qui permette de penser que ces élections soient moins frauduleuses que les années antérieures."

D'autre part la Démocratie Chrétienne guatémaltèque a dénoncé le 19 mai son "inquiétude devant une nouvelle fraude électorale, devant des manipulations au bénéfice d'un parti ou d'un "caudillo". Elle craint énormément que ne se perpétue la triste histoire politique que le Guatemala est entrain d'écrire".

#### LES HOMMES POLITIQUES SUBISSENT DE PLUS EN PLUS DE MENACES.

Des groupements politiques ont dénoncé que la semaine dernière les forces de sécurité du gouvernement avaient intensifié les actes d'intimidation contre certains partis politiques qui prendront part aux prochaines élections.

Le Parti d'Unification Anticomuniste (PUA) a dénoncé que le 18 mai des forces de police avaient séquestré Walterio TUCHEN qui est candidat député de ce parti pour le département de ESCUINTLA.

Le Parti Populiste de droite (PP) a informé que César CIFUENTES âgé de 16 ans et membre des Jeunesses du Parti avait été séquestré à la mi-mai.

L'Union du Centre National (UCN) a affirmé que des hommes armés jusqu'aux dents avaient tiré sur la résidence de leur dirigeant Jorge CARPIO NICOLLE. La demeure de Maria Teresa SOTO candidate député avait aussi reçu des impacts de mitrailleuse.

Le directeur des Relations Publiques de la UCN a dénoncé que des hommes armés avaient voulu le séquestrer dans la capitale et qu'au moins trois dirigeants de son Parti étaient menacés de mort.

Luis Enrique GUILLEN, secrétaire du FCD a dénoncé que le 15 mai, des membres du département d'investigations techniques de la Police Nationale (DIT) ont perquisitionné une imprimerie dans la zone 19 de la capitale et ont confisqué de la propagande du Front Civique Démocratique, seul parti de la gauche démocratique qui se présentera aux prochaines élections.

GUILLEN a informé, qu'en plus, ces agents avaient extorqué du matériel d'imprimerie évalué à plusieurs milliers de dollars; qu'il avait reçu des menaces du troisième chef du corps de police au cas où il dénoncerait les exactions dont il avait été victime.

Finalement, le 21 mai, Luis HURTADO AGUILAR, dirigeant du Parti Action Civique Révolutionnaire, qui a formé une coalition avec le FCD, a dénoncé que des éléments du DIT avaient proféré des menaces de mort envers plusieurs dirigeants de son Parti.

#### LE GOUVERNEMENT ADMET LES OUTRAGES A L'EGARD DES HOMMES POLITIQUES

Le 21 mai, le régime militaire guatémaltèque a admis que les forces de sécurité étaient responsables d'abus commis envers les hommes politiques qui prendront part aux prochaines élections. Gustavo Adolfo LOPEZ SANDOVAL, Ministre de l'Intérieur, a reconnu que ces actions "obéissent à des interprétations erronées de la part des forces de sécurité".

Par rapport aux mêmes faits, Luis HURTADO AGUILAR, dirigeant du Comité d'Action

Civique a dit : " Tout ceci est définitivement et catégoriquement en contradiction avec les nombreuses déclarations faites par le Chef de l'Etat qui a assuré qu'il n'utiliserait pas la force pour intimider les partis politiques.

#### LES INGERENCES DU REGIME PORTENT ATTEINTE AU PROCESSUS ELECTORAL

Pendant la première quinzaine du mois de mai, vingt trois hauts fonctionnaires de l'Etat ont renoncé à leurs fonctions afin de protester contre l'ingérence du régime militaire dans certaines entités autonomes de l'Etat. Selon plusieurs secteurs politiques, ceci affecte la crédibilité et la légitimité du processus électoral.

Trois membres du Tribunal Electoral Suprême et vingt membres de l'organisme judiciaire ont présenté leur démission parce que le principe d'autonomie n'est pas respecté. La subordination du tribunal électoral à la direction de l'Etat confirme que le processus politique mis en marche n'est pas le meilleur pour parvenir à la démocratie dans le pays, a affirmé le 16 mai Enrique RITTSCHER, dirigeant du Comité Politique Union National.

Jorge GONZALEZ DEL VALLE du FCD a affirmé que l'ingérence des militaires manifeste l'affaiblissement et la détérioration des institutions de l'Etat et il a fait remarquer que la "ruine de l'appareil judiciaire peut donner lieu à l'introduction d'un élément de distorsion dans le processus électoral."

#### PLUS DE 2,5 MILLIONS DE PERSONNES RECENSEES SUR LES REGISTRES ELECTORAUX

Le 17 mai, Mario GUERRA ROLDAN, directeur du registre civil a informé que depuis 6 mois, 2.576.599 personnes avaient été recensées et que c'était un succès!

Les personnes recensées représentent à peu près 70% de la population en âge de voter (plus de 18 ans).

Selon les lois en vigueur, le recensement est une condition requise pour la participation au vote législatif du premier juillet prochain.

#### RECENSEMENT ET TERREUR

80% des personnes qui se sont inscrites sur les registres électoraux l'ont fait de peur d'être poursuivies par les autorités, a affirmé un porte parole du registre à Sandra Luz HERNANDEZ, envoyée spéciale du journal mexicain "El Dia", qui a publié à ce sujet un reportage le 18 mai.

Selon cette journaliste : " la majorité des personnes recensées sur les registres électoraux sont analphabètes, sans aucune opinion politique, craignent de s'exprimer et de participer et ont peur d'être victimes de représailles de la part du régime.

Le porte parole du registre électoral a aussi manifesté que : "Dans la plupart des cas les personnes recensées ne savent absolument pas ce que c'est que voter. Elles ne connaissent pas les candidats, elles ignorent que c'est une assemblée constituante qui sera élue, mais ont l'obligation de s'inscrire.

#### "UNE DEMOCRATIE IMPOSSIBLE", AFFIRME LE RECTEUR DE L'UNIVERSITE

Le 20 mai, le docteur Eduardo MEYER, Recteur de l'Université San Carlos a déclaré : "La démocratisation du Guatemala est impossible dans la situation actuelle de violence". Il a ajouté qu'il pensait renoncer à la Commission Pro Paz, une entité qui a été fondée en février dernier par les secteurs privés, professionnels et religieux avec la participation du gouvernement et de l'armée.

Monsieur MEYER a déclaré : " Nous ne voyons pas comment il sera possible de mettre en place un cadre constitutionnel ou de faire une constitution dans un climat de sang, de violence et d'agressivité."

Le Recteur a ajouté que la Commission Pro Paz dont il est le coordinateur, n'a ni les moyens ni les appuis pour tenter de rétablir la Paix. "Elle n'est donc pas opérationnelle devant la situation de violence qui règne dans le pays."

Monsieur MEYER a affirmé qu'il démissionnerait aussi de la Commission de l'Association des Journalistes du Guatemala, car : "on n'appréhende aucun résultat concret".

- ECONOMIE -

=====

#### LA DETERIORATION ECONOMIQUE S'ACCELERE : CEES

Le Centre d'Etudes Economiques et Sociales (CEES) a affirmé que ces dernières années la situation économique du Guatemala s'est progressivement détériorée. "Plus le temps passe et plus s'accélère cette détérioration." (CEES)

De cette façon le CEES qui est relié à l'entreprise privée a réfuté les décla-

rations officielles sur une soi-disant amélioration de la situation économique énoncée récemment par des fonctionnaires des Ministères des Finances, de l'Economie, de l'Agriculture ainsi que de la Banque du Guatemala.(CENTRALL)

Selon le rapport du CEES, publié en partie le 16 mai dans le journal "Diario el Gráfico". La réforme tribulaire qui est entrée en vigueur le premier août 1983 n'a fait qu'accélérer l'échec fiscal hérité des gouvernements antérieurs qui se traduit par un déficit qui provoquera l'accélération de l'inflation.

- SITUATION SOCIALE -

=====

DES BLESSES ET DES ARRESTATIONS AU COURS D'UNE EXPULSION OPEREE PAR LA POLICE

Le 18 mai, après une action de la police en vue de déloger plus de 500 familles qui, ce même jour, avaient occupé des terrains vagues, au lieu dit, Tierra Nueva, dans la périphérie de la capitale, il y a eu plusieurs blessés par balles et de nombreux détenus.

Les occupants, sans ressources, s'étaient installés pacifiquement dans les terrains vagues qui sont la propriété de la Banque Nationale de la Vivienda (habitat) (BANVI) pour faire accélérer des démarches qui traînaient depuis des années. Ils avaient expressément demandé aux autorités l'ouverture d'un dialogue qui leur a été refusé et la force publique est intervenue sur les lieux.

Après avoir renvoyé les cameramen de la télévision et les journalistes, les forces de l'ordre ont procédé à l'expulsion des lieux pendant la nuit.

Une pénurie de logements alarmante

Le 22 mai, Benjamin FRANCO, gérant de la Chambre Guatémaltèque de la Construction a affirmé que 50 à 70% des guatémaltèques sont sans logement.

Monsieur FRANCO a qualifié ce déficit "d'alarmant". Il a ajouté qu'il ne ferait que croître, puisque le gouvernement n'avait pas de politique adéquate en matière d'habitation.

Il a finalement dit que le Guatemala est le seul pays qui n'a pas de programme d'épargne et de prêt pour résoudre la pénurie de logement.

## LA CDHG PLAIDE EN FAVEUR DES PERSONNES JUGÉES PAR LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION

Le 17 mai, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a présenté 58 demandes d'habeas corpus correspondant au nombre de personnes jugées par les tribunaux d'exception aujourd'hui abolis.

Selon la CDHG l'objectif de ces demandes est d'éviter que se perpétuent les violations physiques et psychologiques à laquelle sont soumises les personnes emprisonnées par les dits tribunaux.

La Commission a exigé que lors de la présentation des recours soient présents des membres du Corps Diplomatique, de l'Eglise Catholique, de la Presse, du Conseil de l'Ordre des Avocats et de la Commission Pro Paz.

La Commission a aussi demandé que comparaissent en qualité d'experts du Conseil de l'Ordre des médecins et des chirurgiens, des membres du Conseil de l'Ordre des psychologues et du Service Social de l'Institut guatémaltèque de Sécurité Sociale pour qu'ils examinent l'état physique et psychologique des personnes jugées.

Les tribunaux d'exception ont été créés par le général RIOS MONTT en juillet 1982 et furent abolis par le général MEJIA VICTORES en septembre 1983.

Durant leur existence, 15 citoyens ont été condamnés à mort et plus de 100 personnes ont été condamnées à de longues peines de prisons au cours de procès sommaires qui, selon la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains ont violé les garanties les plus élémentaires en matière de procédure.

## ON EXIGERA L'APPARITION DES PERSONNES SEQUESTREES

A Guatemala City, le 22 mai, on informe que les familles des personnes séquestrées exigeront collectivement du régime militaire que les personnes séquestrées soient présentes physiquement.

Plusieurs de ces familles, ne voulant pas être identifiées pour des raisons de sécurité ont communiqué à la Presse leur intention de s'associer et d'entrer en contact avec la CDHG. "Depuis plusieurs mois nous avons réalisé des démarches individuelles sans aucun résultat."



## LA VIOLENCE OFFICIELLE SUBSISTE

Au cours de la semaine du 10 au 16 mai la violence officielle a abouti à 17 assassinats, 17 séquestrations et 31 blessés, selon les journalistes et des organismes d'aide humanitaire. Le corps de plusieurs d'entre eux présentaient des signes de tortures et de multiples perforations de balles. Cinq personnes qui avaient séquestrées furent mises en liberté après être soumises à des tortures et à des interrogatoires extrajudiciaires.

Les populations de Los Angeles et Puncun de la municipalité de Democratia dans le département de Escuintla ont été prises d'assaut la nuit du 16 mai par des éléments de la force de sécurité qui ont tiré et tué Bernardo GALICIA VALENZUELA, Clemante Anibal BONILLA, Sinan VALENZUELA et Basilia HERNANDEZ et ont blessé quatre autres personnes.

En même temps à Saint Cristobal, au sud de la capitale, les cadres de trois hommes ont été retrouvés avec des signes de tortures et de multiples perforations par balles a informé le Corps des Pompiers du Guatemala. Ils ont ajouté que depuis six mois ils avaient trouvé plus de 30 cadavres dans la région. Finalement des informations de la Presse ont rapporté que quatre personnes dont on ne connaît ni le nom ni le sexe avaient été séquestrées le 17 mai à Escuintala et Chimatelnango par des hommes fortement armés qui, de plus, s'étaient livrés au pillage de leur demeure.

### Trois universitaires séquestrés

Trois étudiants universitaires et parmi eux un dirigeant de l'association de l'Association des Etudiants Universitaires (AEU) ont été récemment séquestrés par des forces du gouvernement suite à des dénonciations datées du 20 mai. Carlos Ernesto CUEVAS MOLINA, fils d'un ex recteur de l'Université et dirigeant de la AEU, Ruben Almicar FAREAN, membre du syndicat de l'Université et étudiant et Oto René ESTRADA ILLESCA seraient les personnes qui auraient séquestrés selon des informations de la AEU et du Recteur Eduardo MEYER.

- REFUGIES -

=====

## LE GUATEMALA AURAIT LA PRETENSION D'INTERNATIONALISER SA POLITIQUE EN MATIERE DE GENOCIDE.

Le 30 avril dernier l'armée du Guatemala lançait une attaque en direction d'un camp de réfugiés situé en territoire mexicain révélant l'intention du régime guatémaltèque d'internationaliser sa politique en matière de génocide, a exprimé le 15 mai un communiqué de la URNG.

Le Document qui exprime la reconnaissance de la URNG à la souveraineté de l'Etat mexicain assure que l'attaque des réfugiés avait pour but d'étendre au Mexique le conflit politico-militaire centre américain, d'éviter que ne continue le flux des réfugiés guatémaltèques en direction du Mexique en portant un discrédit au prestige du mouvement révolutionnaire guatémaltèque afin de le rendre responsable des crimes et des violations à la souveraineté mexicaines. La URNAG soutient que le phénomène des réfugiés guatémaltèques au Mexique est une conséquence directe des attaques de l'armée à la population civile qui n'est pas combattante. Au Guatemala, ajoute le communiqué, il se développe un processus de guerres qualifié par les Nations Unies de "conflit armé à caractère non international" face auquel les régimes guatémaltèques ont opposé une politique de contre insurrection qui a donné lieu à un véritable génocide.

L'action de l'armée, ajoute le communiqué, démontre la dualité de la politique de l'Etat guatémaltèque qui contraste avec le discours diplomatique de la chancellerie et la pratique concrète intérieure et internationale du régime. Cette opposition n'exprime pas une contradiction mais elle met en évidence la politique de déguisement des faits avec une apparente souplesse diplomatique.

Finalement la URNG confirme sa décision d'accentuer le processus révolutionnaire de son pays pour construire une société où tous les guatémaltèques puissent vivre avec les droits et les garanties fondamentales.

La version officielle est sans fondement : WOLA

La version guatémaltèque qui accuse l'insurrection d'être responsable des attaques aux réfugiés guatémaltèques n'a pas de fondement dans la réalité, a affirmé le 22 mai, Reggie NORTON qui est fonctionnaire de la Washington Office on Latin America (WOLA)

NORTON réfute les déclarations du Chancelier ANDRADE qu'il qualifie "d'irrationnelles". Il ajoute que son bureau a entendu des témoins présents au cours des incursions armées dans les camps de réfugiés qui désignent sans équivoque l'armée comme responsable de ces attaques.

Nous sommes ici pour sauver nos vies

Nous ne sommes pas venus enlever quoi que ce soit aux Mexicains, nous sommes ici pour nous défendre, pour nous défendre de l'injustice et de la répression qu'exerce contre nous le gouvernement du Guatemala, a affirmé le 18 mai Juan MORENO PEREZ, réfugié guatémaltèque, représentant du camp "El Chupadero" attaqué le 30 avril.

MORENO fait partie d'une délégation de 15 représentants des réfugiés qui ont visité le lieu où ils seront installés, Campeche de l'Etat mexicain.